



## DES FEMMES OBTIENNENT UN MARCHÉ DE NETTOYAGE DANS LEUR QUARTIER

La cité Léon Jouhaux à Grenoble (564 logements exclusivement HLM), vit depuis début janvier 1996 une petite révolution. Un groupe de femmes du quartier vient de reprendre le nettoyage de certaines montées : elles ont négocié le marché avec l'organisme HLM (Opale). Pour cela, il leur a fallu six mois de préparation, de travail collectif pour préciser l'ensemble des tâches à accomplir et à prendre en compte, pour réfléchir sur leur statut professionnel, et la façon d'allier vie personnelle (garde des enfants...) et exigence de travail.

L'idée est venue des femmes, en mars 1995 : "nos montées étaient toujours sales, mal entretenues, et on s'est demandé ce qu'on pouvait faire pour les entretenir. Alors on s'est adressé au centre social pour leur en parler et voir si on pouvait envisager de faire quelques heures de ménage. Cela nous permettrait aussi de travailler, puisqu'on était toutes au chômage. On a toutes des enfants à élever on ne peut pas travailler le mercredi." En parallèle, l'organisme HLM devait lancer un appel d'offre pour le nettoyage des parties communes en novembre 1995. Le centre social interpelle la régie de quartier voisine à Teisseire pour aider le groupe à mettre en forme son projet.

### DE L'IDÉE AU PROJET, UN LONG TRAVAIL DE MATURATION COLLECTIF, AIDÉ PAR LA RÉGIE DE QUARTIER

C'est ainsi que pendant six mois le groupe se réunit régulièrement (3h par semaine) pour comprendre où son idée peut le mener, et conforter son projet sans savoir s'il allait aboutir : comprendre le Smic, les investissements à calculer (produits d'entretien...), les charges sociales... "qui est le patron, nous on voulait tout gérer, les achats, les dépenses, mais il était impossible de prendre en charge la partie administrative, on vérifie qu'on ne dépense pas plus qu'on ne gagne, en y ajoutant la partie de contact avec les habitants. L'équilibre économique dépend du groupe et il n'est pas question de le mettre en péril. La formation était indispensable".

Il en résulte un projet où le groupe assume la responsabilité des recettes et des dépenses, la gestion administrative est assurée par la régie de quartier Teisseire contre facturation du service. Celle-ci est juridiquement employeur, les salaires sont payés sur la base du Smic horaire en fonction des heures effectuées. Le coût facturé à l'Opale correspond au temps de nettoyage estimé auquel s'ajoute un temps de communication avec les habitants pour les six bâtiments (dix-huit montées) que le groupe propose de prendre en charge. Les femmes ont donc rencontré l'Opale et la ville pour défendre leur projet qui a finalement été contractualisé pour un an avec la régie de quartier.

### DEPUIS JANVIER 1996, LE DÉBUT DU TRAVAIL PAR LE GROUPE

Le groupe était composé de cinq femmes au départ, et la charge de travail impliquait huit postes, à raison de deux heures de travail par jour sauf le mercredi. Il a donc fallu embaucher 3 personnes supplémentaires. Cela s'est fait d'abord par cooptation. Puis, pour éviter des risques de pression ultérieurs de la part d'autres habitants, la sélection pour l'embauche se fait par l'intermédiaire du "Relais emploi" et de la Mission locale pour les moins de vingt-cinq ans. Ces personnes connaissent bien le projet et leur adressent des demandeurs d'emploi du quartier qui veulent travailler dans le même objectif.

Chacune a pris un bâtiment (un père de famille s'occupe des poubelles), et deux remplaçantes assurent le mercredi. Les femmes continuent à se réunir le jeudi après-midi pour réguler le travail et le groupe (formation assurée par la régie de quartier dans le cadre d'une convention avec la ville pour l'accompagnement de projets). Depuis janvier, les allées sont plutôt plus propres qu'avant. "De manière générale les gens font plus attention. Quelquefois on nous offre le café, mais on fait le boulot d'abord, comme ça les gens ne peuvent pas

*Reproduction autorisée sous réserve de mention du producteur et de citation exhaustive*

**CENTRE DE RESSOURCES ET D'ÉCHANGES POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL & URBAIN**  
4, rue de Narvik - BP 8054 - 69351 Lyon Cédex 08 - Tél. 04 78 77 01 43 Fax. 04 78 77 51 79 - [crdsu@crdsu.org](mailto:crdsu@crdsu.org)

SIRET 415 021 377 000 15 - APE 913E



dire qu'on est payées à rien faire...". Par contre, dans un cas ou deux elles rencontrent des réticences. La pression dans le travail quotidien est aussi assez forte : "Les gens ne pouvaient pas rouspéter après la société de nettoyage, ils ne voyaient personne. Maintenant, les personnes âgées, surtout elles, nous surveillent." Les femmes ont prévu de faire régulièrement des réunions par bâtiment pour avoir un contact avec les locataires, expliquer leur travail, prendre le temps de communiquer... et construire avec les habitants un nouvel équilibre

autour du cadre de vie. Un "comité d'accompagnement", composé de locataires de chaque montée, de représentants associatifs et de partenaires institutionnels, s'est créé pour soutenir le projet. Après un mois et demi, toutes trouvent que ce mode de travail correspond bien à ce qu'elles attendaient. Elles peuvent s'occuper de leurs enfants tout en ayant une activité économique rémunérée et une place dans le quartier. Par contre le soutien du comité est indispensable.

---

**Mots clés** : Dynamique collective, femme, initiative économique, initiative des habitants, insertion sociale et professionnelle, médiation, régie de quartier

**Rédacteur** : Christine AULAGNER, 1996/01/01

**Producteur** : CR•DSU - 4 rue de Narvik - BP 8054 - 69351 Lyon cédex 08 - Tél. : 33 (0)4 78 77 01 43  
Fax : 33 (0)4 78 77 51 79

---

*Reproduction autorisée sous réserve de mention du producteur et de citation exhaustive*

**CENTRE DE RESSOURCES ET D'ÉCHANGES POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL & URBAIN**  
4, rue de Narvik - BP 8054 - 69351 Lyon Cédex 08 - Tél. 04 78 77 01 43 Fax. 04 78 77 51 79 - [crdsu@crdsu.org](mailto:crdsu@crdsu.org)  
SIRET 415 021 377 000 15 - APE 913E